



FIDUCIE
CONSULTANTS

Association AGIR VAL D'ALBRET

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

Association AGIR VAL D'ALBRET
35 RUE LARRIBERE
47600 NERAC

Ce rapport contient 25 pages



FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT : 16 AVENUE CHARLES DE GAULLE ESPACE DE BALMA LOT N° 15 - 31 130 BALMA
Société de Commissaires aux Comptes – Membre de la Compagnie Régionale de Toulouse
Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 € - RCS Toulouse 798 329 223 - SIRET 798 329 223 000 27
Tel : 05 61 00 61 89 - Fax : 05 61 39 18 22 - Email : audit@fiducie.fr
Page web : <http://www.fiducie.fr/>

Aux membres de l'association AGIR VAL D'ALBRET,

I- OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGIR VAL D'ALBRET relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II-FONDEMENT DE L'OPINION

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- **Informations données dans les rapports et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V-RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI- RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou

- événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BALMA, le 07/05/2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT



Isabelle POSTEL

AGIR VAL D'ALBRET

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT Commissaire aux comptes			
	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes TOTAL				
	Immobilisations corporelles	204 749	37 220	167 528	162 445
	Terrains	652 639	492 913	159 725	195 524
	Constructions	628 021	514 632	113 388	165 734
	Inst. techniques, mat. out. industriels				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	1 485 411	1 044 767	440 643	523 704
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Actif circulant	Immobilisations financières ⁽²⁾	150		150	150
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	2 626		2 626	2 776
	Autres				
	TOTAL	2 776		2 776	2 926
	Total I	1 488 187	1 044 767	443 419	526 630
	Stocks et en cours	7 303		7 303	7 253
	Créances ⁽³⁾	72 479	2 160	70 319	83 377
	Créances reçues par legs ou donations				
Actif circulant	Autres	322 359	16 575	305 784	237 626
	TOTAL	394 838	18 735	376 103	321 004
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	405 332		405 332	611 670
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	468		468	468
	Total II	807 943	18 735	789 208	940 397
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	2 296 130	1 063 502	1 232 627	1 467 027
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	319 247	319 247
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	16 875	24 375
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	459 677	461 525
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-123 658	-1 847
	Situation nette (sous-total)	672 142	803 300
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	173 616	205 331
	Provisions réglementées		
Total I		845 758	1 008 631
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	107 000	50 000
	Provisions pour charges		
Total III		107 000	50 000
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	125 301	153 312
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 034	69 768
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	78 533	185 314
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		279 869	408 395
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 232 627	1 467 027
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	880 896	864 019
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 099 938	1 121 960
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	144 483	114 949
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	22	131
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 125 341	2 101 061
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	531 028	498 014
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	53 300	45 047
	Salaires et traitements	1 369 946	1 306 994
	Charges sociales	149 521	129 475
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	104 017	114 740
	Dotations aux provisions	73 575	2 160
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	1	119
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 281 390	2 096 552
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-156 049	4 508

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 277	3 861
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	5 277	3 861
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 856	3 316
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	2 856	3 316
2. Résultat financier (III-IV)		2 421	545
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-153 628	5 053
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	32 264	8 187 38 128
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	32 264	46 316
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 294	2 618 599 50 000
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	2 294	53 217
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		29 970	-6 901
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		2 162 883	2 151 239
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 286 542	2 153 086
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-123 658	-1 847
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

1 Principes et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

1.1.1 Objet social

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette Association a pour but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics en difficulté (chômeurs de longue durée, bénéficiaires des minima sociaux, jeunes en difficulté et toutes personnes exclues du marché du travail) et de mener des actions sous forme de chantiers d'insertion (A.C.I.) conformément aux orientations définies par le Programme Départemental de l'Insertion par l'activité Economique (PDIAE) retenu par le Lot et Garonne.

Les activités de l'Association s'exerceront dans le cadre de conventions, de marchés, et d'engagements contractuels pris auprès des collectivités territoriales (Conseil Général, Conseil Régional, Communautés de Communes, Mairies, etc...) ou de tout dispositif d'insertion territorialisé.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'Association intervient partout où elle sera autorisée par la loi et les règlements. En 2024, Agir Val d'Albret est intervenu sur le département Lot et Garonne et majoritairement sur la Communauté des Communes de l'Albret.

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Réalisation de chantiers d'insertion en Environnement, Rénovation de Patrimoine, Nettoyage et de Peinture.
- Réalisation d'action d'accompagnements socio-professionnels pour l'ensemble de nos salariés en insertion

1.1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements 2024 :

- 8 débroussailleuses
- 1 TV
- 4 PC

Ressources humaines :

Recrutement d'un Encadrant Technique d'Insertion sur le pôle Patrimoine

Autres moyens/dépenses engagées

- a. Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 5008 heures, 100 stagiaires sur ces actions de formation (54 salariés concernés, car certains ont suivi plusieurs formations). à comparer à 3 784.50 heures au titre de l'exercice précédent.
- b. Entretien général/dépense de fonctionnement : voir bilan

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

1.1.4 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

1/ Sur l'exercice 2022, l'association a perçu 2 subventions d'investissement relatives à un projet d'épicerie sociale et solidaire, qui ont été maintenues en fonds propres au 31/12/2024, bien que le projet soit arrêté. Les contacts ont été pris avec les financeurs. Un DLA est toujours en cours, il se poursuivra encore sur l'exercice 2025. Les négociations concernant le local sont toujours en cours, et devraient aboutir en 2025. La provision de 50000€ passée dans les comptes arrêtés au 31/12/2023 est toujours d'actualité.

2/ L'association Agir Val d'Albret a signé en 2018 une convention de trésorerie avec l'association Interm'Aide. Au 30/11/2024, le montant avancé pour cette association par Agir Val d'Albret s'élevait à 19500€ au titre de cette convention. Les difficultés financières et économiques d'Interm'Aide ont poussé cette association à déposer un dossier de liquidation judiciaire simplifiée au Tribunal Judiciaire d'Agen. La liquidation a été prononcée le 05/12/2024. La créance en question a été déclarée au mandataire nommé : Me AMIZET de l'étude BENOIT & Associés. Les comptes 2024 tiennent compte du risque de perte de cette avance de trésorerie, avec une provision passée à hauteur de 85% de son montant, soit 16575€. Le dénouement est attendu pour 2025.

3/ Un litige judiciaire et prud'hommal s'est ouvert en aout 2024 contre l'association Agir Plus. Ce litige concerne un salarié qui était mis à disposition sur l'association Agir Val d'Albret (57%). En cas de jugement défavorable à l'employeur et d'une potentielle condamnation de l'employeur, l'association Agir Val d'Albret s'engage à participé financièrement à hauteur du % de mise à disposition du salarié. Une provision a été passée dans les comptes arrêtés au 31/12/2024, à hauteur de 57000€.

Evénements post-clôture

Néant

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	198 627	6 122	-	-	204 749
	Constructions	652 640	-	-	-	652 640
	Install. Tech., mat., outillage	247 405	12 282	2 722	-	256 965
	Install. générales, ag. Am. divers	21 051	-	-	-	21 051
	Matériel de transport	325 643	-	5 500	-	320 143
	Mat bur., informatique, mobilier	27 310	2 553	-	-	29 863
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	1 472 676	20 957	8 222	-	1 485 411
Immobilisations financières	Participations	150	-	-	-	150
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	2 776	-	-	-	2 626
	Total IV	2 926	-	-	-	2 776
Total général		1 475 602	20 957	8 222	-	1 488 187

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	36 182	1 039	-	37 220
	Constructions	457 115	35 799	-	492 914
	Install. Tech., mat., outillage	194 387	27 925	2 722	219 590
	Install. générales, ag. Am. divers	3 738	2 803	-	6 541
	Matériel de transport	233 986	33 324	5 500	261 810
	Mat bur., informatique, mobilier	23 564	3 128	-	26 692
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	948 971	104 018	8 222	1 044 767
Total général		948 971	104 018	8 222	1 044 767

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

2.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	948 971	104 018	-	8 222	-	1 044 767
TOTAL	948 971	104 018	-	8 222	-	1 044 767

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	7 303		7 303
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises			
TOTAL	7 303		7 303

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	2 160	-	-	2 160
Autres	-	16 575	-	16 575
TOTAL	2 160	16 575	-	18 735

2.2.3 Produits à recevoir

DDVS à recevoir	12 452.76
ASP aide aux postes à recevoir	3 472.50
DP 47 à recevoir	10 383.75
Loyer	400
Remboursement OPCO à recevoir	78 299.55
TOTAL	105 008.56

2.3 Fonds propres

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise	24 375		7500	16 875
Fonds associatifs sans droit de reprise	319 247			319 247
- Première situation nette établie				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Dotations non compatibles				
- Autres fonds sans droit de reprise				
- Report à Nouveau	461 525		1 847	459 677
- Excédent ou déficit	-1 847	1 847	123 658	- 123 658
- Subvention d'investissement	205 331		31 714	173 616
TOTAL	1 008 631	1 847	164 719	845 758

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.4 Etat des provisions pour risques et charges

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Provision pour risques	50 000	57 000	0	107 000
Provision pour charges	0	0	0	0
TOTAL	50 000	57 000	0	107 000

Plusieurs provisions ont été entérinées par le Conseil d'Administration :

- 50 000€ pour le local dans les comptes clos au 31/12/2023
- 57 000€ pour le litige judiciaire et prud'hommal d'un salarié dans les comptes clos au 31/12/2024

2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	72 479	72 479	
	Autres	322 359	322 359	
Charges constatées d'avance		469	469	
TOTAL		395 307	395 307	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	125 301	28 481	87 683	9 137
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		76 034	76 034		
Dettes fiscales et sociales		78 534	78 534		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes					
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		279 869	183 049	87 683	9 137

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	28 011



2.5.1 Charges à payer

Salaires et charges sociales	22 892
Impôts et taxes	12 251
Factures non parvenues	2000
TOTAL	37 143

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

3.1 Engagements financiers donnés et reçus

Engagements financiers donnés :

- Emprunt 164900 pour un montant initial de 150 k€ : Hypothèque de rang 1 en pleine propriété de 150 k€, sur l'immeuble sis 35, Rue de Laribère 47600 Nérac appartenant à AGIR VAL D'ALBRET représentée par Emmanuel Raffin agissant en qualité de responsable entreprise,

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

4 Autres informations relatives aux postes de subventions

4.1 Subventions obtenues

ORGANISMES	MOTIF	MONTANT
PARIE REGION	Travaux de construction	80 000 €
DEPARTEMENT	Travaux de construction	15 000 €
MSA	Travaux de construction	20 000 €
FDI	Travaux de construction	10 000 €
FAPE	Travaux de construction	8 000 €
REGION	Travaux de construction	28 606 €
REGION	Investissement clim+outils tailles	3 701 €
FDI	Garage ménage	6 000 €
VEDIA	Garage ménage	10 000 €
REGION	Garage ménage	14 327 €
MSA	Garage ménage	8 000 €
REGION	Véhicules Doblo	24 608 €
FDI	Véhicules	10 000 €
FAI	Véhicules	8 800 €
MSA	Véhicules	5 000 €
REGION	Matériels	25 922 €
FDI	Matériel pour Peinture	24 845 €
REGION	Véhicule pour Peinture	20 328 €
FAI	Div Matériels Electriques	15 000 €
APP	Pauvreté Epicerie	70 000 €
ANDES	Aides aux premiers investissements Epicerie	15 000 €

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

4.2 Information sur les montants des concours publics reçus

Autorité administratives	Nature de concours	Montant des concours publics reçus
Département	Postes CDDI RSA	55 716.76
Département	Postes CDDI RSA	131 678.36
Etat	ASP contrat aidés hors IAE	7 901.28
Etat	ASP aide aux postes CDDI	846 625.86
Etat	ASP aide aux postes CDDI modulation	53 916.09

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

5. Informations relatives au personnel

5.1 Indemnités de fin de carrière

Ayant une population jeune, notre entité n'a pas provisionné d'indemnités de départ à la retraite

5.2 Contributions volontaires en nature

Il a été décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature, en ce qui concerne l'exercice aucune contribution n'a été relevé.

5.3 Rémunération des 3 plus haut cadre dirigeants bénévoles et salariés

L'association Agir Val d'Albret emploi un seul cadre, il n'est pas nécessaire que l'information soit donnée de façon individuelle pour chaque salarié concerné. L'association décide de ne pas dévoiler la rémunération d'une seule personne.

5.4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Permanents	15
CDDI	127
Effectif temps plein annuel	59.33

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes